



Solidarité avec nos collègues des départements impactés par les mégafeux de cet été.

L'été 2026 est marqué par des événements météorologiques et environnementaux sans précédent : épisodes caniculaires à répétition, mégafeux qui impactent de nombreux départements...

Nos organisations syndicales restent mobilisées tout au long de l'été pour répondre aux préoccupations de nos collègues.

Nous sommes particulièrement sidérés par la situation des départements de Gironde et des Landes ; mais aussi des autres régions et départements touchés par les mégafeux : PACA, Corse, Seine et Marne...

Nous exprimons notre solidarité avec les centaines de milliers de citoyens qui ont été évacués ces derniers jours.

Nous saluons l'action de nos collègues territoriaux en 1^{ère} ligne dans l'organisation de la sécurité et de la solidarité, tout particulièrement les agents des services d'incendie et de secours.

Encore une fois, dans de telles circonstances exceptionnelles, les services publics et leurs agents montrent qu'ils sont indispensables à la vie collective de la nation.

Nous pensons à nos collègues du CNFPT directement impactés par cette situation catastrophique, en particulier ceux qui ont été évacués ces dernières heures.

Nous saluons l'esprit de solidarité de collègues du CNFPT qui se portent bénévoles pour aider les personnes évacuées, notamment pour aider les personnes les plus fragiles (personnes âgées des EHPAD...).

Nous avons alerté l'autorité territoriale du CNFPT pour que des mesures soient prises afin de garantir que les situations administratives les plus protectrices possibles soient prises pour les agents du CNFPT (ASA exceptionnelles, fermetures de site...) et que tous les leviers possibles de solidarité soient activés.

En lien avec l'autorité territoriale, nous avons demandé que la F3SCT soit informée des mesures prises et des dispositifs de solidarité mise en œuvre.

Nous restons à l'écoute de nos collègues pour toute demande particulière qu'ils pourraient avoir.

Nous vous tiendrons informés de l'évolution de la situation.

Paris, le 27 juillet 2026